la musique mode à l'école d'emploi

préambule

Depuis 1983, les différents ministres chargés de l'éducation nationale et de la culture n'ont cessé de travailler à promouvoir, organiser, développer, améliorer le partenariat dans les domaines de l'éducation artistique et culturelle et en particulier de la musique. Textes de lois, décrets et circulaires se sont succédés permettant de faire évoluer tant les méthodes de travail que les dispositifs. Tous sont fondés sur l'idée majeure que l'école est le premier lieu pour une expérience artistique et culturelle dès lors qu'elle est ouverte sur son territoire et qu'elle s'inscrit dans une dynamique de projet et de partenariat. Désormais, les écoles de musique ont à inscrire dans leurs missions l'éducation artistique et culturelle.

Ainsi la notion d'éducation artistique s'est précisée; elle recouvre aujourd'hui toutes les démarches pédagogiques concourant à apporter aux jeunes d'âge scolaire un éveil, une initiation ou un enseignement aux arts. Elle est le fruit de quatre composantes complémentaires : une pratique artistique qui met en jeu le corps et la sensibilité, une approche culturelle réunissant les savoirs sur les œuvres du patrimoine et la découverte de la création contemporaine, mais également l'approche artistique des matières fondamentales, et enfin, des techniques et des méthodes à maîtriser.

« L'école est dorénavant largement ouverte sur le monde de la culture et les relations nécessaires entre les établissements d'enseignement et institutions culturelles conditionnent désormais une réalité effective que chacun salue. (...) »

C'est pour développer dès le plus jeune âge une capacité d'ouverture culturelle, pour construire une capacité critique citoyenne, que des enseignants, des artistes ont tenté d'imposer une alternative que nous appelons aujourd'hui l'éducation artistique et culturelle. Cette éducation intègre les enseignements obligatoires et les dépasse pour suggérer un projet plus ambitieux, alliant une pédagogie nouvelle, avec des interventions d'artistes ou de musiciens intervenants auprès des élèves, substituant l'expérience artistique partagée à la seule transmission du savoir. L'éducation artistique et culturelle suggère une approche profondément différente de l'acte éducatif : elle nécessite une pratique personnelle, des relations aux œuvres et un travail intellectuel sur ces expériences. Cette éducation nécessite plus que jamais un partenariat de qualité, aussi bien dans le domaine de la musique que dans les autres domaines artistiques »

Anne Simon, Inspection académique du Nord.

PARCE que la musique est une discipline « obligatoire » à l'école primaire, les initiatives dans ce domaine sont nombreuses. Elles se déclinent selon deux grands axes :

1. Interventions musicales dans la durée

fondées sur le principe d'une éducation artistique, elles privilégient alors la pratique régulière et fréquente des enfants. Ces interventions sont assurées par des musiciens pédagogues spécialisés dans l'encadrement des pratiques collectives et dans la conduite de projets pédagogiques en lien avec les projets des enseignants. Ces projets de classe étant la traduction des objectifs du projet d'école. L'on pourrait parler dans ce cas d'une éducation musicale partagée.

2. Actions de sensibilisation

permettant la rencontre ponctuelle avec un artiste et le contact direct avec le concert. Elles s'organisent sous forme de stages ou de journées ponctuelles dans le cadre de dispositifs partenariaux.

Il existe ainsi une grande disparité dans la mise en œuvre des projets d'éducation et de sensibilisation musicale à l'école, en raison de la diversité des dispositifs existant mais également en raison de la diversité des compétences observée du côté des intervenants qui en ont la charge. Il convient donc de clarifier les formes d'intervention. Il convient encore de préciser les statuts des musiciens qui sont amenés à collaborer avec les enseignants et ce, au regard du décret du 06 mai 1988 qui précise les conditions dans lesquelles « certaines personnes peuvent apporter leur concours aux enseignements et activités artistiques ».

1. **Le musicien intervenant** : depuis 1984, il existe dans le domaine de la musique des professionnels spécialistes du travail à l'école élémentaire et pré élémentaire. Ils sont formés par les CFMI (centres de formation des musiciens intervenants) placés sous la double responsabilité du ministère de l'éducation nationale et du ministère de la culture.

Au terme de leurs études qui portent à la fois sur la pratique musicale et la formation pédagogique, les étudiants accèdent au DUMI (Diplôme universitaire de musicien intervenant). Ce diplôme obtenu, ces professionnels peuvent rejoindre la Fonction publique territoriale en tant qu'assistant spécialisé d'enseignement artistique. Il s'agit d'un particularisme que l'on ne retrouve pas dans les autres domaines d'expression artistique (à l'exception de quelques rares expériences, non en cours de développement significatif, dans le domaine des arts plastiques).

Le musicien intervenant, souvent dénommé « dumiste », exerce donc principalement dans les écoles d'une commune, d'une agglomération parfois, ayant fait le choix de cette embauche spécialisée.

1. Les personnes ressources amenées à intervenir dans la durée

En partenariat avec l'enseignant et dans le cadre du projet de classe, l'intervenant prend part à l'éducation musicale. Il conçoit un projet et un programme annuels d'action spécifique à chaque classe. Pour cela, il s'appuie sur les demandes et les attentes des enseignants ainsi que sur l'analyse des besoins et acquis des enfants. Il aide à ce que les projets aient un ancrage musical et culturel de qualité. Il fait remonter les demandes auprès des services compétents et recherche, si besoin, les personnes ressources ou les structures ressources complémentaires.

Cet intervenant peut être un relais en tant que médiateur musical entre le milieu scolaire et les artistes invités en résidence par exemple, au sein d'une structure culturelle, un projet local (type CLEA), un projet de circonscription, académique, dans le souci d'une cohérence avec le projet culturel local.

Cet enseignement partagé peut être assuré par

Un musicien intervenant qualifié

(titulaire du diplôme universitaire de musicien intervenant, le DUMI¹). Ce musicien est en général employé par une collectivité locale.

En fonction des situations et des contextes d'emploi, il peut être amené à s'intégrer dans des actions à long terme et dans le processus de progression des apprentissages sur la durée de la scolarité des élèves (jusqu'au CM²). Cela se manifeste notamment dans des collectivités étant engagées dans des Contrats locaux d'éducation artistique.

Il peut être amené, dans d'autres cas, à conduire avec l'enseignant des projets de plus courte durée, sans que cela puisse se confondre avec les APAC, les classes culturelles et les classes à PAC.

Un professeur d'école de musique

mis à disposition par la collectivité pour cette action. Il a pour compétence l'enseignement de la musique (enseignement spécialisé). Il ne s'agit donc pas d'une compétence à l'intervention régulière ou permanente en milieu scolaire. La présence de ce professionnel peut toutefois revêtir du sens dans le cadre d'un projet très spécifique ou plus large (CLEA) où sa spécialité y est en jeu. En ce sens il peut être considéré comme une personne-ressource.

Un musicien salarié d'une structure associative

Dans ce cas il convient de veiller à ce que cette association ait obtenu l'agrément du Conseil académique des associations éducatives de l'enseignement public dans les conditions prévues par le décret 92-1200 du 6 décembre 1992 et la circulaire 93-136 du 25 février 1993).

Un musicien amateur, bénévole ou non

Lorsque des musiciens non titulaires du DUMI se voient proposer une mission d'intervention régulière, il est recommandé au directeur de l'école de solliciter une visite du conseiller pédagogique en éducation musicale (CPEM) et l'accord de l'Inspecteur de l'Éducation Nationale.

Au cours de ces visites, l'enseignant et l'intervenant doivent être en mesure de présenter la programmation : préparations de séquences et progression proposée, sur la base des dernières instructions officielles.

Cette programmation pourra se présenter sous forme périodique, trimestrielle, semestrielle ou annuelle et devra faire apparaître clairement le lien entre la progression et le projet d'école ou de classe.

L'enseignant sera garant de la transversalité des apprentissages et sera attentif à l'évolution des élèves. Il aura également veillé à ce que figurent dans la programmation les points essentiels qui constituent l'éducation musicale à l'école : activités chantées, rythmiques, d'écoute, de création.

(« Aux trois cycles de l'école primaire, la pratique du chant s'établit comme colonne vertébrale de toutes les autres activités d'éducation musicale, qui s'y relient en allers et retours multiples. »)

Ces visites permettront enfin, le cas échéant, de vérifier que l'intervenant correspond bien aux profils évoqués comme seuls souhaitables pour ce qui relève de l'éducation musicale et donc susceptibles de bénéficier de la validation de l'EN.

Si ce musicien possède les qualifications musicales suffisantes et s'il ne se voit pas opposer un refus définitif à son entrée à l'école, il conviendra d'aborder avec lui différentes possibilités de formation continue voire de validation des acquis d'expérience (VAE). Ceci ne rendra pas cette personne prioritaire en matière d'intervention, la priorité étant donnée aux « dumistes » pour les interventions régulières relevant de l'éducation musicale.

2.

Les musiciens menant des actions de sensibilisation dans le cadre des dispositifs partenariaux

Ces actions de sensibilisation sont occasionnelles et sont assurées par des musiciens professionnels et/ou amateurs (interprètes, arrangeurs, compositeurs, musiciens traditionnels, professeurs d'écoles de musique...). Ils ne sont pas invités à enseigner. Ce n'est pas leur métier. Ils sont alors sollicités pour établir avec l'enseignant un projet de sensibilisation dans le cadre des dispositifs décrits ci-dessus. Il s'agit alors plutôt d'une action dont la volonté est l'ouverture sur une approche spécifique de la musique et l'ouverture culturelle, les élèves étant invités à développer leur capacité à hiérarchiser les différentes productions artistiques.

Ces actions ponctuelles peuvent être assurées par

Un artiste professionnel

le plus souvent intermittent du spectacle, il peut être compositeur, arrangeur, interprète, musicien traditionnel. Il est impliqué au quotidien dans une recherche et une pratique artistique personnelles. Porteur d'une singularité, il permet d'inscrire la sensibilisation à la musique dans ses dimensions artistique et culturelle.

Un musicien interprète permanent

et salarié d'un orchestre professionnel (orchestre national, ensemble, orchestre régional, etc.). Il peut parfois être missionné, dans le cadre de son plan de charge, pour une collaboration. Il s'agit souvent d'une participation limitée, en tant que professionnel très spécifique, prenant place dans un projet d'ensemble plus conséquent avec une école. Cela doit s'envisager dans le cadre d'un accord précis entre sa structure employeuse et l'établissement scolaire (jumelage, par exemple).

Un musicien salarié d'une structure associative, un professeur d'école de musique ou de conservatoire.

Tout comme le musicien d'orchestre, il peut être appelé à participer en tant que spécialiste à un projet. Sa participation sera limitée et fera l'objet d'un accord avec sa structure employeuse et l'école.

Un musicien amateur

rémunéré ou non, même engagé dans une pratique développée et de grande qualité ne doit pas être privilégié. Celui-ci a fait le choix de ne pas faire de la pratique artistique son métier.

Il convient de s'approcher des services de la DRAC (ministère de la culture) afin d'obtenir, en fonction des attentes de l'équipe enseignante, un certain nombre de contacts de professionnels parmi les plus susceptibles de correspondre à celles-ci. La DRAC précise toujours qu'elle ne dispose pas de liste d'artistes, que cette idée même est incompatible avec celle de création, toujours mouvante, toujours en recherche (il n'y a pas d'artistes officiels ou labélisés, il existe simplement des professionnels engagés, à plein temps, dont la démarche actuelle est connue de ses services spécialisés et dont elle peut garantir l'intérêt artistique et le professionnalisme). Il est également à rappeler, ici, qu'un artiste professionnel de la musique n'est pas forcément détenteur d'un diplôme spécifique.

Dans le cas où le parcours et le statut du musicien ne sont pas suffisamment identifiés, il est recommandé de faire procéder à une ou plusieurs visites du Conseiller pédagogique du bassin et, si possible, en la présence de l'Inspecteur de la circonscription.

3. *Règles de fonctionnement*

Un projet musical, dans une classe, s'élabore à la demande d'un enseignant et sur la base avérée de son implication. Il est présenté, dans un premier temps, sous forme d'avant-projet permettant une première approche de partenaires artistiques et culturels appropriés. Une aide précieuse en ce sens est apportée à la fois par les CPEM de bassin et les services spécialisés de la DRAC. Cette première démarche est systématiquement portée à la connaissance de l'IEN de circonscription.

Les thématiques ou du moins les premiers parti pris s'affinent ensuite, notamment dans le cadre d'une concertation étroite avec le partenaire artistique approché, l'équipe de circonscription et le CPEM de bassin, les collectivités territoriales, la structure culturelle éventuellement associée. Le projet définitif et détaillé s'élabore alors. Le curriculum vitae de l'intervenant, s'il n'est pas titulaire du DUMI, est à joindre systématiquement au projet rédigé.

Le projet doit s'inscrire dans la vie de la classe. Il gagnera à organiser tous les liens possibles avec la permanence et l'actualité culturelles du territoire (mais également, dans la mesure du possible, au-delà du territoire), à favoriser les temps de rencontre et de pratique artistique réelle, à n'envisager (si souhaitée) qu'une restitution modeste et raisonnée de ses travaux (ceci exclut clairement les projets ayant pour visée finale l'élaboration d'un spectacle). Le projet définitif, avec l'emploi du temps prévisionnel, est soumis pour approbation à l'IEN de circonscription.

Le temps consacré par l'intervenant avec la classe ainsi que la fréquence d'intervention sont variables en fonction des projets.

Pour ce qui est des projets relevant des dispositifs conjoints (EN, Culture, Collectivités Territoriales, ...) comme les APAC, les classes culturelles, les classes à PAC, les actions CLEA, etc. le projet définitif est soumis, pour avis, à l'IEN de circonscription.

Ces projets sont ensuite acheminés (en fonction des calendriers en vigueur) vers les commissions décisionnelles, départementales ou locales selon les cas, qui auront à se prononcer sur les ouvertures ou non ouvertures, toujours circonstanciées.

textes de référence

Décret n° 88-709 du 6 mai 1988
Arrêté 1989-05-10 du 10 mai 1989.
Circulaire n° 2005-014 du 3.1.2005
(MEN /MCC)

contacts

CDAC
Jean-louis Elan
Michel Wisniewski, cpem

IA d'Arras :
03 21 23 31 31

DRAC
Eric Le Moal
Peggy Le-Roy
Frédérique Lefevre
03 28 36 61 86
frederique.lefevre@culture.gouv.fr

Les dispositifs existants

Plusieurs dispositifs permettent l'intervention de musiciens professionnels :

Les classes PAC

dispositif issu du plan pour les Arts et la culture (Lang/Tasca). Ce plan prévoit la participation d'artistes ou de professionnels dans le cadre d'un projet. Le financement étant prévu sur la base d'un budget partagé entre l'Éducation nationale et la collectivité. Il peut y avoir une recherche de financements complémentaires.

Les ateliers de pratique artistique et culturelle (APAC)

dispositif plus important, qui repose sur la rencontre des élèves avec un ou plusieurs artistes sur une durée plus longue. Le financement est partagé entre l'Éducation nationale et la Direction régionale des affaires culturelles. Il peut y avoir une recherche de financements complémentaires.

Les classes culturelles, classes patri-moine ou classes d'initiation artistique bénéficient d'un financement de l'Éducation nationale, de la Direction régionale des affaires culturelles ainsi que de la collectivité.

Les jumelages

entre une structure culturelle et un établissement scolaire. Le financement est assuré par la structure culturelle, l'établissement scolaire et parfois la collectivité.

Le dispositif Artiste rencontre territoire (ART)

Il s'agit de permettre à une structure culturelle ou un ensemble de structures ou à une collectivité territoriale ou à un bassin d'emploi, une circonscription scolaire... d'apporter une réponse commune aux différentes demandes de partenariat avec des artistes. Ces demandes ont pour point commun de sensibiliser des publics d'enfants à la création artistique. Ces demandes émanent, la plupart du temps, de services territoriaux, de services de l'État ou d'associations. L'artiste est alors présent sur le territoire

pour une durée allant de trois à six mois. Cet artiste est présent sur la base d'une résidence-mission (sur la base de l'œuvre déjà existante et disponible qui puisse être appréhendée par la population).

Les Contrats locaux d'éducation artistique

Il s'agit d'une forme de convention de développement culturel. Ils se construisent à partir de la demande des élus d'un territoire ou regroupement de communes. Ces contrats mettent en évidence l'engagement sur le terrain de l'éducation artistique en milieu scolaire d'autres partenaires que l'Éducation nationale et la Culture en premier lieu, la collectivité ou le regroupement de communes. Le CLEA est conçu de manière à permettre à des enfants d'un regroupement de communes de s'approprier les richesses artistiques et les équipements culturels professionnels. Ainsi un CLEA vise à l'élargissement voire à la généralisation de l'éducation artistique sur un territoire donné. Il prend souvent appui sur le travail assuré dans la continuité par des musiciens intervenants Une méthode est préconisée et s'appuie sur trois axes :

- la formation des acteurs (y compris des enseignants)
- des présences d'artistes reconnus notamment sous forme de résidence mission
- une démarche facilitant l'accès aux lieux de culture, aux œuvres et aux ressources artistiques du territoire.

Document issu d'une réflexion entre la cellule d'action culturelle de l'Inspection académique du Nord, la Drac Nord/Pas-de-Calais et le Cfmi de l'Université de Lille 3